

DOSSIER N° 07/00635

ARRET N° 790 /07 DU 27 SEPTEMBRE 2007

4ème CHAMBRE

BIAVA Didier

- Contradictoire -

Extrait des minutes du Greffe
de la Cour d'Appel de Nancy

COUR D'APPEL DE NANCY

Prononcé publiquement le JEUDI 27 SEPTEMBRE 2007, par la 4ème Chambre des Appels
Correctionnels,

Sur appel d'un jugement du T.G.I. DE NANCY du 21 MARS 2007.

PARTIES EN CAUSE DEVANT LA COUR :

BIAVA Didier

né le 12 Avril 1967 à NICE (06) de Joseph et de BELTRAN Eliane
de nationalité française, marié

Pasteur

demeurant 13, rue de l'Oncion 74200 THONON LES BAINS

Prévenu, libre

Intimé

Comparant, assisté de Me DUPUY, avocat au barreau de STRASBOURG,

LE MINISTERE PUBLIC :

Appelant,

PARTIE CIVILE

**LE COMITE DE BIENFAISANCE ET DE SECOURS AUX PALESTINIENS
(CBSP),**

37, rue de la Chapelle - 75018 PARIS

Partie civile, appelant,

Représenté par Maître GLOCK Liliane, avocate au barreau de NANCY

COMPOSITION DE LA COUR, lors des débats et du délibéré,

Président de Chambre : Monsieur MOUREU,
Conseillers : Madame SAMMARI,
Madame POMONTI,

GREFFIER : P. LAUDET-JACQUEMMOZ, lors des débats

MINISTERE PUBLIC : Monsieur SANTARELLI, Substitut Général, aux débats,

DEROULEMENT DES DEBATS :

A l'audience publique du 31 juillet 2007, le Président a constaté l'identité du prévenu ;

Ont été entendus :

Monsieur MOUREU, en son rapport,
Monsieur Didier BIAVA en son interrogatoire,
L'avocat de la partie civile en sa plaidoirie,
Monsieur NICOLLE, en ses réquisitions,
L'avocat du prévenu en sa plaidoirie,

Les parties ont toutes eu la parole dans l'ordre prévu par les articles 513 et 460 du Code de Procédure Pénale,

Monsieur Didier BIAVA ayant eu la parole en dernier.

Les débats étant clos, la Cour a mis l'affaire en délibéré et Monsieur le Président a averti les parties que l'arrêt serait rendu à l'audience publique du JEUDI 27 SEPTEMBRE 2007 à 13 H 30 ;

Advenue ladite audience publique, la Cour, vidant son délibéré, a rendu l'arrêt suivant :

RAPPEL DE LA PROCEDURE :

LE JUGEMENT :

Le Tribunal, par jugement contradictoire du 21 Mars 2007, a relaxé M. Didier BIAVA des chefs de prévention de DIFFAMATION ENVERS PARTICULIER(S) PAR PAROLE, ECRIT, IMAGE OU MOYEN DE COMMUNICATION PAR VOIE ELECTRONIQUE, le 08/03/2005, à NANCY, *infraction prévue par les articles 32 AL.1, 23 AL.1, 29 AL.1, 42 de la Loi DU 29/07/1881 et réprimée par l'article 32 AL.1 de la Loi DU 29/07/1881*

Statuant sur l'action civile, a débouté le Comité de Bienfaisance et de Secours aux Palestiniens, pris en la forme de son représentant légal, de ses demandes.

LES APPELS :

Appel a été interjeté par :

- LE COMITE DE BIENFAISANCE ET DE SECOURS AUX PALESTINIENS (CBSP), le 30 Mars 2007, son appel étant limité aux dispositions civiles
- M. le Procureur de la République, le 03 Avril 2007 contre Monsieur BIAVA Didier

SUR CE, LA COUR :

EN LA FORME

Attendu que les appels interjetés par la partie civile et le Ministère public, réguliers en la forme, ont été enregistrés dans les délais légaux ; qu'il y a lieu de les déclarer recevables ;

AU FOND

Sur l'action publique,

Attendu que le réquisitoire définitif et la citation saisissant le tribunal ont dûment visé l'article 93-2 de la loi N° 82-652 du 29 juillet 1982 applicable aux diffamations commises par un moyen de communication audiovisuelle, au sens de l'article 2 de la loi N° 86-1067 du 30 septembre 1986, et les articles 32 alinéa 1, 23 alinéa 1, 29 alinéa 1, 32 alinéa 1 et 42 de la loi du 29 juillet 1881;

Attendu que le prévenu ne conteste pas la compétence territoriale du Tribunal correctionnel et de la Cour d'appel de NANCY ;

Attendu, au surplus, qu'il est constant que l'article incriminé a été publié par internet, notamment, sur l'ensemble du territoire national, donc nécessairement dans le ressort judiciaire de NANCY (en ce sens, Cass. crim. 8 octobre 1979, bull. N° 272) ;

Qu'il convient de rappeler, à cet égard, que c'est la publication de l'article incriminé qui caractérise la commission du délit de diffamation et non le fait de le lire (en ce sens, C.A. Limoges 8 juin 2000 BICC 2001. 210) ;

Qu'enfin l'action a été engagée utilement avant l'expiration du délai de prescription ;

Sur la culpabilité,

Attendu que le COMITÉ DE BIENFAISANCE ET DE SECOURS AUX PALESTINIENS (ci-après C.B.S.P.) a déposé plainte avec constitution de partie civile contre X pour diffamation le 6 juin 2005 à la suite de la parution sur le site internet "TOP CHRETIEN/TOP INFO" d'un article intitulé "SCANDALE A PARIS, UNE ASSOCIATION SOUTIENT LE HAMAS" ainsi libellé :

"Lors de certaines opérations militaires dans les villes arabes de DJENINE et de RAMALLAH, TSAHAL aurait saisi des documents qui attesteraient qu'une association française, le C.B.S.P., aurait fourni un soutien financier au HAMAS. Ces documents ont été transmis à l'A.F.P. et à d'autres agences de presse. Ils consistent en un échange de correspondances entre le C.B.S.P. et des organisations terroristes basées en Judée-Samarie. L'un des documents fait état d'un transfert de fonds de 45.000 euros de janvier à juin 2004. D'autres documents font état de transferts pouvant se monter à plusieurs milliers d'euros. Ces fonds auraient été destinés à des familles de terroristes qui ont perpétré des attentats ou ont été abattus par TSAHAL lors d'éliminations ciblées. Ils auraient également servi à la reconstruction de maisons terroristes détruites par l'armée et à l'aide aux membres du HAMAS emprisonnés pour leur implication dans des attaques ou des attentats. ISRAEL considère qu'il s'agit d'une aide directe aux infrastructures terroristes du HAMAS. Les ETATS UNIS avaient bloqué en août 2003 les avoirs du C.B.S.P. pour les mêmes raisons [...]" (D 21)

Attendu que ce texte, reproduit par extraits dans le réquisitoire a été intégralement retranscrit dans un constat de la S.C.P. d'huissiers SIMART-LAVOIR, sise à CLAMART, établi le 14 mars 2005 sans préciser le lieu des constatations ;

Attendu que les premiers juges ont exposé, sans être démentis par le prévenu, que l'article incriminé avait été mis en ligne le 6 mars 2005 par M. le Pasteur Didier BIAVA, responsable du département "TOP INFO" du site "TOP CHRETIEN COM" (D 97) ;

Que, toutefois, il résulte des propres déclarations de Didier BIAVA en première comparution (D 120) et du constat d'huissier cité-ci-dessus (D 21) que la mise en ligne a eu lieu en réalité le 8 mars 2005 et non le 6 mars 2005, comme indiqué par erreur dans le réquisitoire définitif de renvoi devant le Tribunal correctionnel ;

Attendu que Didier BIAVA a reconnu devant les enquêteurs être le directeur de la publication (D 96), au sens de l'article 93-2 de la loi N° 82-652 du 29 juillet 1982 ;

Attendu que Didier BIAVA a précisé qu'il avait recueilli le texte sus-visé en se connectant sur le site israélien "AROUTS7" (D 96) ;

Attendu que les premiers juges ont dûment déduit des éléments de la cause que l'article incriminé présentait un caractère diffamatoire en alléguant que le C.B.S.P. aurait fourni un soutien financier au HAMAS, qu'il aurait transféré 45.000 euros de janvier à juin 2004 et qu'il aurait transféré plusieurs milliers d'euros ;

Que l'emploi du mode conditionnel n'enlève pas au texte son caractère diffamatoire puisque l'article 29 de la loi du 29 juillet 1881 incrimine toute allégation ou imputation même si elle est faite sous forme dubitative ;

Qu'il s'agit de l'allégation de faits précis ;

Or attendu qu'il est constant que le HAMAS est une organisation armée inscrite depuis septembre 2003 sur la liste des groupes terroristes de l'Union Européenne et des Etats-Unis et que les terroristes du HAMAS ont perpétré en Israël des dizaines d'attentats causant la mort de nombreuses victimes ;

Attendu que le C.B.S.P. rappelle qu'aux termes de ses statuts, il a pour objet :

"1. L'aide aux pauvres, aux malades, aux orphelins et aux nécessiteux des populations palestiniennes,

"2. L'installation et la gestion de centres médicaux, éducatifs et socioculturels pour les populations palestiniennes,

"3. L'établissement et le soutien des différents projets de développement et de réhabilitation en relation avec ce qui précède,

"4. Aider les plus démunis du peuple palestinien, notamment, les infirmes, les handicapés et les orphelins,

"5. Aide à la préservation du patrimoine culturel palestinien" ;

Que la lecture du texte incriminé ne peut qu'inciter tout donateur en puissance à penser que son don sera détourné de son objet humanitaire, charitable et de bienfaisance et, par voie de conséquence, à le dissuader d'adresser un don au C.B.S.P. ;

Qu'en outre, aucun terme des statuts ne laisse supposer que le C.B.S.P. exercerait dans ses actions caritatives une discrimination en faveur d'un parti de la communauté palestinienne plutôt que d'un autre ;

Attendu que Didier BIAVA a renoncé, en cause d'appel, à opposer l'exception de vérité en tentant d'établir la vérité des faits imputés dans l'article ;

Qu'en raison de leur origine, les dépêches d'agences ou les articles de presse versés aux débats en première instance n'ont aucune valeur probante pour établir la réalité des mouvements de fonds allégués ;

Mais attendu qu'en retenant l'excuse de bonne foi, les premiers juges n'ont pas tiré les exactes conséquences des circonstances de la cause ;

Attendu, en effet, qu'en reproduisant sans aucune vérification un texte émanant de l'agence AROUTS7, Didier BIAVA ne s'est pas avisé du fait qu'il s'agissait d'une agence israélienne très orientée contre la communauté palestinienne ;

Qu'il n'a pas eu la prudence élémentaire d'interroger un représentant du C.B.S.P. pour le mettre en mesure de contredire les assertions de la dépêche ou de donner des explications ;

Qu'au surplus, l'appelant, qui reconnaît ses torts devant la Cour, se borne à solliciter une dispense de peine et la limitation des dommages-intérêts à une valeur symbolique ;

Que le délit de diffamation par un moyen de communication audiovisuelle, prévu et réprimé par les textes sus-visés, est constitué ;

Sur l'application de la peine,

Attendu que Didier BIAVA invoque surtout son ignorance dans le domaine des règles s'imposant en matière d'information et de journalisme ;

Qu'il affirme avoir retiré l'article du site dès qu'il a été informé de la plainte ;

Que, de mars à novembre 2005, l'article aurait été consulté par 676 lecteurs ;

Qu'après ce contentieux, une équipe de rédaction a été mise en place avec un professionnel du journalisme ;

Que, pour dénier toute intention de nuire à la cause des Palestiniens, Didier BIAVA affirme que, sur 12.000 articles publiés par le site TOP CHRETIEN - TOP INFO, seulement 5 articles étaient en provenance du site AROUTS7 ;

Que le casier judiciaire de l'intéressé ne comporte aucun antécédent ;

Que, dans ce contexte, il convient de sanctionner les faits par un avertissement solennel sous forme d'une amende de 1.500 euros avec sursis ;

Sur l'action civile,

Attendu que le C.B.S.P. conclut à l'allocation de 50.000 euros de dommages-intérêts pour préjudice moral, à la publication aux frais avancés par Didier BIAVA de l'arrêt dans 4 revues au choix du C.B.S.P., dans la limite de 2.000 euros par insertion, et à l'allocation de 8.000 euros au titre de l'article 475-1 du Code de Procédure Pénale ;

Attendu que le C.B.S.P. n'allègue et justifie encore moins aucune diminution des dons recueillis pendant la période de diffusion de l'article incriminé ;

Que, d'ailleurs, il fonde sa demande de dommages-intérêts uniquement sur le dommage moral ;

Que l'atteinte à la réputation du C.B.S.P. justifie un dédommagement de 5.000 euros ;

Attendu que le cercle restreint des lecteurs ayant eu accès au site internet "TOP CHRETIEN/TOP INFO" ne justifie pas la publication du présent arrêt dans des revues de la presse écrite ;

Que l'équité justifie de couvrir la partie civile de ses frais de procédure non payés par l'État à hauteur de 3.500 euros ;

PAR CES MOTIFS

LA COUR, statuant publiquement et contradictoirement à l'égard de toutes les parties,

I) EN LA FORME

Reçoit, comme réguliers en la forme, les appels de la partie civile et du Ministère Public contre le jugement du T.G.I. de NANCY du 21 Mars 2007 ;

II) AU FOND

INFIRME le jugement déféré en toutes ses dispositions et, statuant à nouveau,

Sur l'action publique,

DÉCLARE Didier BIAVA coupable de diffamation publique par un moyen de communication audiovisuelle,

CONDAMNE Didier BIAVA à une amende de **1.500 euros** avec sursis,

Compte tenu de l'absence du condamné au prononcé de la décision, l'avertissement prévu par l'article 132-29 al 2 du code pénal n'a pu être donné.

La présente décision est assujettie à un droit fixe de procédure d'un montant de 120 euros dont chaque condamné est redevable.

Sur l'action civile,

CONDAMNE Didier BIAVA à payer au C.B.S.P. 5.000 euros de dommages-intérêts,

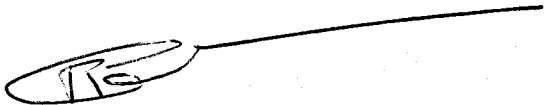
CONDAMNE Didier BIAVA à payer au C.B.S.P. la somme de 3.500 euros au titre de l'article 475-1 du Code de procédure pénale,

Le tout en vertu des articles susvisés, 515 du code de procédure pénale.

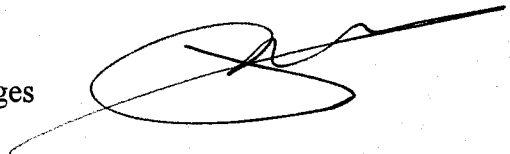
L'arrêt a été prononcé à l'audience publique du 27 SEPTEMBRE 2007 par Madame POMONTI, Conseiller,

Assistée de Monsieur CHAT, greffier,
En présence du Ministère public ;
Et ont le Conseiller et le Greffier, signé le présent arrêt.

LE GREFFIER,



LE CONSEILLER
P/o Le Président empêché,



Minute en huit pages

Pour copie certifiée
conforme
Le Greffier en Chef

